

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 42 (1950)
Heft: 5

Artikel: La politique de nationalisation du gouvernement travailliste britannique et les critiques mal venues qu'elle suscite
Autor: Brügel, J.-W.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384660>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La politique de nationalisation du gouvernement travailliste britannique et les critiques mal venues qu'elle suscite

Par le Dr J.-W. Brügel, Londres

Il s'est accompli en Angleterre une évolution intéressante qui a largement caractérisé la lutte électorale en février dernier: les *réformes sociales* du gouvernement travailliste, que les conservateurs ont critiquées si violemment lorsqu'elles furent débattues au Parlement, se sont révélées *tellement populaires*, ont produit sur toute la population du pays une *si profonde impression* que l'opposition bourgeoise a dû se décider à jouer un autre air. Elle se donne *elle-même*, à présent, comme le champion de l'Etat qui assure le salut public et comme le promoteur de toutes les choses qui, en Angleterre, semblent aujourd'hui aller de soi — pleine occupation, assurance de toute la population contre toutes les vicissitudes de la vie, service sanitaire gratuit — et elle prétend que c'est vraiment à *elle* qu'en revient le mérite. Si ce camouflage n'a pas apporté aux conservateurs le succès qu'ils en espéraient, c'est-à-dire la *chute du gouvernement travailliste*, il est hors de doute que leur manœuvre, pour peu honorable qu'elle soit, a renforcé leur position. Les congénères suisses des conservateurs britanniques n'ont pas encore compris cela. Ils chevauchent toujours sur la *chimère de la réaction sociale*, alors que les gens les plus représentatifs de la bourgeoisie possédante anglaise ont cessé d'y croire depuis longtemps, *du moins à ce qu'il semble*.

Mais les conservateurs de Grande-Bretagne ont évité, sur un point important, c'est-à-dire quant à la *nationalisation des industries-clés*, d'insinuer que le programme socialiste est le leur, fût-ce avec quelques restrictions. C'est que, primo, ils ne pourraient guère le prétendre honnêtement, eux qui se partagent les dividendes; secundo, ils savent que chacun *apprécie* les côtés positifs de la pleine occupation et du service de santé, mais ils croient que *fort peu* de gens seulement connaissent par expérience les avantages que les mines ont procurés au pays en devenant propriété publique, et que toute la nationalisation a une influence qui, *pratiquement*, favorise le maintien de l'équilibre économique. Par conséquent, on peut encore user dans ce domaine — pensent-ils — des slogans, vides et naturellement faux, disant que « la socialisation a raté son but », qu'il faut « compter avec les expériences doctrinaires des socialistes », etc. Juste avant les élections, les conservateurs anglais ont vu surgir, en la personne d'un membre de la rédaction commerciale de la *Neue Zürcher Zeitung*, un auxiliaire bénévole qui, en sept longs articles pleins de préjugés et dénués de compréhensions

sion pour les nécessités d'une économie moderne de notre époque transitoire, a déchiré à belles dents les expériences de nationalisation faites par le gouvernement travailliste. Après qu'on lui en eut demandé raison et qu'on l'eut mis en présence de faits indéniables, qui parlent une tout autre langue que la sienne, il est devenu subitement très modeste et il a déclaré ingénument n'avoir *rien démontré d'autre* que « même dans les industries nationalisées telles que les mines britanniques, où l'on peut bien trouver des arguments économiques en faveur de la nationalisation, celle-ci n'a encore pas résolu les anciens problèmes, et d'autres problèmes ont surgi ». Voilà une affirmation dont aucun homme raisonnable ne dénierait la justesse, mais en dépit de laquelle on n'en a pas fini avec les appréciations énoncées dans la *N. Z. Z.* Celles-ci ont maintenant paru sous forme de brochures. On peut donc admettre que toute la gent qui s'enthousiasme, en Suisse, pour la réaction sociale et une économie de profits sans entrave va se repaître avidement des propos offerts à leur curiosité dans ces publications. C'est pourquoi il peut être utile d'opposer à ces allégations, du moins sur les points essentiels, un *état de faits véridiques*.

Des expressions telles que « des industries britanniques *menacées* par l'étatisation », ou « empiétement de l'étatisation offrant un caractère particulièrement *dangereux* », démontrent l'« objectivité » avec laquelle s'est mis à l'œuvre l'auteur des « *Incursions dans les industries britanniques nationalisées* » (le Dr F. Aschinger). On nous permettra bien de demander *qui* est menacé. Est-ce l'ouvrier, le consommateur, l'État ou seulement les actionnaires? Les ouvriers, par exemple, semblent n'être absolument pas conscients de ce prétendu danger, puisque précisément dans les districts charbonniers et dans les centres sidérurgiques de Grande-Bretagne le Labour Party a remporté de *brillants succès*, lors des élections, et battu tous ceux qui prêchaient sur le danger que font courir les empiétements de l'étatisation. Naturellement, on peut articuler de sérieuses critiques à l'égard de la politique de nationalisation que pratique le régime travailliste. Mais celui qui agit comme si le plus bel ordre avait toujours régné dans les branches économiques administrées aujourd'hui par l'État, comme si le gouvernement travailliste était venu troubler cet ordre par ses réformes « doctrinaires », celui-là n'a pas le droit de se compter au nombre des critiques sérieux. Même un adversaire des nationalisations faites à titre d'expérience devrait reconnaître que, depuis vingt ans et plus, les mines de charbons ont *constitué le souci majeur de tous les gouvernements*, que l'exploitation minière a *péris* de plus en plus rapidement, sous le régime de l'initiative privée tant vanté, que, de malade qu'elle fut, elle est devenue mourante, et ainsi de suite. Il ne dit rien de tout cela, l'homme qui allègue n'avoir éprouvé, dans ses incursions, que des impressions défavorables.

Y a-t-il « bureaucratization » de l'économie nationale?

On a le « cauchemar des ultra-dimensions » ; on se plaint que la réunion d'une branche économique dans une seule main — *celle de la communauté des citoyens* — fasse surgir des Konzern aux proportions si colossales « qu'une administration puissante et hypertrophiée va exercer, sur les degrés inférieurs, une pression qui étouffera la *liberté de décision*, et que, là où celle-ci subsiste en théorie, cette pression diminuera beaucoup la joie de prendre une décision ». Eh bien, le danger des ultra-dimensions et de la bureaucratie existe partout, parce qu'il correspond malheureusement à une inclination de la nature humaine. Mais la récrimination concernant l'existence de ce danger dans la structure des industries britanniques nationalisées serait prise davantage au sérieux si elle s'adressait également à semblables défauts de l'industrie privée, défauts bien plus redoutables, car ils se dissimulent à toute surveillance officielle aussi longtemps qu'il n'est pas indispensable de recourir au trésor public pour un *assainissement* destiné à les faire disparaître. Mais, en réalité, les choses se présentent en Angleterre de telle façon que le législateur et le pouvoir exécutif en ont *toujours été conscients* et que l'on tente constamment d'y *remédier* par des mesures de décentralisation raisonnables et opposées aux prétentions d'une politique économique générale. Mais comment le chroniqueur de la *N. Z. Z.* en arrive-t-il à « présumer que (dans les mines) la conduite de l'exploitation doit rester, aux degrés inférieurs, considérablement restreinte » ? Si l'on veut savoir *vraiment* combien la liberté de décision et la joie de prendre une décision sont peu entravées, qu'on jette un coup d'œil dans le dernier rapport de gestion (de 1948) des mines nationalisées. Ce document se trouve en librairie, la presse et le Parlement l'ont discuté en détail, si bien que son contenu ne devrait être ignoré d'aucun esprit curieux. Il est *très explicite* quant au reproche qu'on formule si volontiers à propos de la bureaucratization et de la centralisation exagérée, et il le réfute complètement de la manière suivante :

Les corporations régionales (Divisional Boards) et les chefs de district qui leur sont subordonnés ont une grande liberté d'action. Ils peuvent entreprendre des essais avec un nouvel équipement, tenter une nouvelle technique des fouilles, introduire à titre d'essai de nouveaux systèmes de rémunération au rendement, chercher de nouvelles voies pour amener du succès dans les consultations réciproques des travailleurs et des employeurs, pour changer les méthodes d'organisation, etc. C'est d'ailleurs ainsi qu'ils pratiquent. Les méthodes appliquées varient d'un district à l'autre, d'une mine à l'autre... Rares sont les chefs de mine qui reçoivent des instructions (tous n'en reçoivent pas) de Londres... En 1948, des

investissements ont été autorisés pour un montant global de 40 millions de livres, dont 27 millions furent fournis par les corporations sans aucun appoint de la centrale de Londres, et 15 millions par les chefs de district.

Elles sonnent comiquement, les récriminations de la *N. Z. Z.* relatives à la *surbureaucratization* des exploitations britanniques nationalisées, quand on les compare à un autre article, publié dans le même journal et fréquemment cité, qui reproche à la « *Swissair* » de présenter ces mêmes inconvénients, et encore pis, bien que cette entreprise soit rigoureusement organisée et gérée selon les principes de l'économie privée. Un observateur *objectif* ne devrait point perdre de vue que, par exemple, la réunion des communications ferroviaires et des transports routiers en une seule main est un grand progrès, et non seulement au point de vue de la *technique des transports*; c'est la seule voie, pour ce qui a trait au *bilan*, qui permette de supprimer la concurrence entre le rail et la route, grâce à l'intégration des transports routiers rémunérateurs dans le monopole public des transports, et de compenser (pas uniquement en Angleterre) le déficit inévitable de l'exploitation ferroviaire. Précédemment, les chemins de fer anglais étaient exploités par quatre compagnies privées, et il n'était pas rare que, dans une gare urbaine appartenant à l'une des compagnies, des wagons de marchandises restaient inemployés alors que, dans une autre gare du même endroit, appartenant à une autre compagnie, ils faisaient gravement défaut. Tout cela est supprimé depuis le 1^{er} janvier 1948, date où le réseau ferré a été réuni sous une seule direction, et il n'est vraiment pas besoin d'être socialiste pour reconnaître en cela un progrès. Il n'en est toutefois pas ainsi pour l'expert de la *N. Z. Z.* Celui-là trouve au contraire qu'on ne pourra pas résoudre les problèmes correctement « tant que la direction suprême de ces entreprises ne sera pas libérée des fonctions que lui attribue l'économie dirigée », c'est-à-dire aussi longtemps qu'on n'abandonnera pas tout effort pour *remplacer le chaos du système capitaliste par un ordre conforme aux intérêts de la communauté*. En ce qui concerne l'industrie minière, la réunion de toutes les mines entre les mains du « *National Coal Board* » permet d'abandonner les exploitations improductives, puis de transférer dans d'autres la main-d'œuvre ainsi libérée et d'accélérer l'extraction là où on peut le faire dans les meilleures conditions.

*L'individu n'aurait-il aucun intérêt personnel
à l'économie en commun?*

L'un des arguments essentiels que les capitalistes invoquent contre l'économie en commun, et que la *N. Z. Z.* se garde naturellement de passer sous silence, dit qu'une branche économique étatisée « ne

suscite, quant à sa gestion, aucun intérêt personnel pour l'individu », si bien que ce dernier doit renoncer à l'un des facteurs primordiaux de la vie, « à celui qui a fait la grandeur de l'économie privée et que les socialistes ne sauraient remplacer par autre chose ». C'est à peu près un des arguments dont on usait au *début* de ce siècle. Mais, depuis lors, on a fait le tour de la question. On sait donc que l'intérêt personnel de l'individu ou, pour mieux dire, le risque personnel et l'ardeur au travail du particulier, à l'époque des trusts et des monopoles, signifie souvent moins que rien, et que même la recherche d'un profit personnel ne pousse pas *nécessairement* à produire davantage: n'avons-nous pas constaté que le désir d'un gain a conduit à *interrompre la production* dans telle ou telle entreprise d'une industrie organisée en cartel, sans aucun égard pour les dommages que la communauté en éprouvait? C'est seulement lorsque ces colosses *absolument dépourvus de personnalité* n'auront plus intérêt à rechercher un profit particulier, quand ils auront été mis au service du bien-être public, qu'on pourra trouver un nouveau stimulant de l'initiative et du dévouement personnels, qui s'épanouiront. L'économie en commun représente donc le seul moyen qui s'offre à nous pour remplacer ce qui a disparu par suite de l'évolution du capitalisme monopoliste. D'ailleurs, bien que peu de temps se soit écoulé depuis qu'en Angleterre l'État a mis la main sur la branche économique dont il s'agit, et malgré des défauts que nul ne songe à nier, la production s'est accrue dans les secteurs nationalisés de l'économie britannique, ce qui constitue une *preuve impressionnante* de ce que nous avançons.

*Des résultats économiques favorables
même d'après les conceptions capitalistes*

Le rédacteur de la N. Z. Z. doit cependant avouer combien il paraît judicieux que, dans l'industrie charbonnière, « des divisions entières (organisations régionales) doivent en secourir d'autres financièrement, et qu'il existe un système de compensation financière entre des centaines de mines de charbon », mais il prétend que cela doit avoir un effet paralysant sur l'initiative des degrés inférieurs des organisations et sur les exploitations. Est-il permis, ici encore, de demander à ce rédacteur pourquoi il ne compulse pas, pour vérifier la justesse de son argument, le rapport de gestion de l'industrie charbonnière? Il y trouverait ce qui suit:

Le Coal Board a pour but lointain de rendre chaque mine de charbon aussi autarcique que possible. Mais si on leur prescrivait de travailler la nuit, ou bien il faudrait relever en conséquence les prix de la production or, ceux de toutes les mines étant déjà hauts, ce serait contraire à la

politique du gouvernement, qui vise à stabiliser les revenus et les prix —, ou bien on devrait offrir le charbon à des prix différents sur un seul marché, de telle sorte que, selon le hasard, le consommateur obtiendrait de la marchandise chère ou bon marché.

Mais de saines considérations économiques semblent être inintelligibles aux champions d'un capitalisme antédiluvien, sans quoi l'émissaire parti de Suisse n'aurait pu croire que « tout esprit de concurrence manque » à l'industrie britannique nationalisée, et que « la notion de la rentabilité s'est perdue en grande partie ». En réalité, les résultats économiques en question, *fussent-ils considérés rigoureusement d'après les règles du capitalisme*, sont absolument favorables. L'industrie minière, qui avant la nationalisation subsistait grâce aux *secours de l'Etat*, procure maintenant un bénéfice, ce que les sept articles incriminés de la N. Z. Z. ne reconnaissent que dans une remarque indirecte; la société nationalisée des télégraphes « Cable and Wireless » boucle ses comptes par un reliquat actif que la N. Z. Z. ne mentionne même pas; les déficits des compagnies de navigation aérienne de l'Etat commencent à décroître et la situation de celles-ci est aujourd'hui bien meilleure que celle de la Swissair, par exemple; les chemins de fer, *ainsi que dans d'autres pays*, continuent à faire du déficit, *comme avant la nationalisation*. La différence, comparativement à ce qui se passait autrefois, c'est que les déficits ne sont plus comblés par le *produit des impôts*: ils sont inscrits sur le compte d'exploitation, dont ils seront défalqués aussitôt que le trafic routier aura procuré les bénéfices nécessaires à cet effet.

L'économie bien comprise postule la nationalisation

Cela ne signifie naturellement pas que les branches économiques actuellement soustraites, en Grande-Bretagne, à l'influence du capital privé, n'ont pas de gros soucis et *ne se trouvent pas devant des problèmes difficiles* dont la solution réclamera parfois beaucoup de temps. Mais, chose décisive, *ces problèmes n'ont à peu près rien à faire avec la nationalisation comme telle*; sous le régime du capitalisme privé, ils se seraient présentés au moins aussi impérieusement: mais alors ils eussent été presque insolubles. Ce sont justement, pour une part, des phénomènes accompagnant les *difficultés générales consécutives à la guerre*, dans un pays qui, au cours de sa lutte contre le Troisième Reich, a consommé ses dernières réserves, et, pour le reste, les suites d'anciennes fautes commises sous l'ère *capitaliste* et que, même en des temps plus calmes que le nôtre, on ne saurait éliminer en un tournemain. Quant à savoir comment s'y prendre pour organiser au mieux une industrie natio-

nalisée, disons qu'il n'y a pas de réponse valable pour tous les cas. D'ailleurs, le gouvernement travailliste britannique tente sciemment d'appliquer *diverses* formes d'organisation. Mais à une époque où le président des Etats-Unis d'Amérique lui-même considère qu'il est possible d'ériger des aciéries d'Etat dans le pays classique du capitalisme privé, un homme qui a grandi dans un monde aux conceptions capitalistes ne devrait pas se fermer complètement à l'idée que le passage d'entreprises privées dans les mains de l'Etat a cessé depuis longtemps d'être une exigence purement doctrinaire d'idéalistes qui veulent améliorer le monde; il devrait se dire, au contraire, que cette idée représente un *postulat de l'économie bien comprise*. L'émissaire de la N. Z. Z. est revenu en Suisse en estimant que l'on ne peut invoquer, en faveur de la nationalisation de l'industrie du fer et de l'acier décidée par le Parlement, « aucun argument pertinent d'ordre économique, technique ou social... », et qu'il faut même se demander « quel sens peut bien avoir, somme toute, l'étatisation de cette branche économique ». Malgré les hauts cris que poussent les conservateurs au sujet de l'« échec » de la nationalisation, les électeurs anglais ne semblent pas être tourmentés par les mêmes doutes. En effet: aux 11,9 millions de voix que le Parti travailliste a recueillies en 1945, il s'en est ajouté 1,3 million en 1950. Cela représente autant de millions de citoyens qui saisissent manifestement ce qu'un économiste sectaire ne veut pas comprendre, à savoir que la *stabilité économique et la pleine occupation ne peuvent être maintenues que par une économie dirigée, et il ne peut y avoir une économie dirigée tant que la communauté n'est pas maîtresse des industries-clés, parmi lesquelles rentrent indubitablement celles du fer et de l'acier*. Un secrétaire des ouvriers de l'acier aurait dit au rédacteur de la N. Z. Z. que ce postulat est dépassé par les événements: mais ce secrétaire, Lincoln Evans, nous autorise à déclarer que, dans la conversation dont il s'agit, il a tenu des propos *exactement opposés* à ceux que le journal de Zurich lui prête. Ce dernier fait encore une citation qu'il impute au ministre de l'approvisionnement, Strauss, d'après qui « il faudra prendre davantage en considération, à l'avenir et en ce qui concerne l'industrie de l'acier, les points de vue non économiques — c'est-à-dire ceux de la politique ou d'un parti politique ». Mais ce ministre nous a fait savoir qu'en réalité il a répondu, au Suisse qui le questionnait, qu'il faudra dorénavant, lors de l'établissement de plans relatifs à l'industrie de l'acier, *considérer aussi les facteurs sociaux et ceux qui ont trait à l'ensemble de l'Etat*. Mais pourquoi divaguer en se fondant sur des conversations privées, quand la vérité est à portée de main, sous forme de procès-verbaux imprimés des séances du Parlement? Strauss n'a-t-il réellement usé d'aucun argument pertinent, en motivant comme suit la proposition concernant l'industrie du fer et de l'acier?

Puis nous avons l'argument d'après lequel nous ne devrions pas nationaliser une industrie qui prospère de la sorte. Nos adversaires devront sérieusement se défaire de l'idée que notre programme de nationalisation est une espèce de service de sauvetage pour les entreprises privées à mi-chemin de la faillite. Notre ligne de conduite est simplement celle-ci: lorsqu'une industrie revêt une importance fondamentale pour la prospérité de la nation et quand il apparaît clairement, après un examen approfondi des circonstances particulières à chaque cas, que cette industrie, si elle reste aux mains de particuliers, ne peut pas donner tout ce que la nation lui demande, mais qu'elle serait en situation de le fournir après être devenue propriété publique, alors nous la nationalisons, qu'elle soit en faillite ou que ses coffres regorgent de bénéfices.

Et *Stafford Cripps* a complété cet énoncé, devant la Chambre basse, en disant notamment:

Si une grande quantité d'organes de surveillance monopolistes est nécessaire à cet élément vital de notre économie industrielle — et cette nécessité n'est pas contestée — il faut que ces organes soient publics et non privés. Une démocratie pleine de vie et d'ardeur au travail ne peut agir autrement. Nous ne pouvons d'ailleurs pas prendre sur nous ... de risquer que notre approvisionnement en acier soit insuffisant parce que l'industrie considère qu'il n'est pas rentable d'augmenter sa capacité de rendement.

Voilà donc comment se présente le manque d'arguments qu'on ne pouvait pas citer, auxquels on ne pouvait même pas faire allusion, faute de place, dans sept longs articles ou dans une brochure de soixante-huit pages!

*Ouvriers et consommateurs n'ont-ils rien gagné
au changement de situation?*

On est tenté à présent d'examiner les exposés de l'expert de la *N. Z. Z.* quant à la situation des *ouvriers* par rapport à la nationalisation, quant à l'influence que cette mesure a eue sur les intérêts des *consommateurs* et quant à la question des *contrôles parlementaires* sur les entreprises nationalisées. Le manque de place nous oblige malheureusement à nous abstenir de le faire. La position des ouvriers dans l'économie socialisée pose de très sérieux problèmes. Nous espérons avoir un jour l'occasion de les discuter ici. Le correspondant de la *N. Z. Z.* se borne à mettre en évidence des événements journaliers, tout en signalant qu'on fait grève dans des entreprises nationalisées, mais il omet de citer les chiffres comparatifs dont il ressort que, pendant les trois premières années de la nationalisation des mines, le temps perdu équivaut à environ 2% des heures de travail perdues, *pour des raisons identiques*, au cours

des trois années immédiatement consécutives à la première guerre mondiale. Toujours est-il que ce correspondant ne peut taire les « augmentations de salaires massives survenues après la nationalisation », et qu'il doit aussi constater que *parmi les travailleurs* « on aurait de la peine à trouver des adversaires de la nationalisation ». En ce qui concerne la *protection des consommateurs*, il est vrai que les conseils de consommateurs créés dans chaque industrie ne sont pas encore bien acclimatés. Il est néanmoins risible de prétendre que le consommateur, sous le régime capitaliste, « peut simplement s'adresser à un concurrent quand il est mécontent de la qualité, du prix ou du service de son fournisseur ordinaire », alors que cette issue lui serait impossible à présent¹. Prenons un exemple entre mille: Avant la nationalisation, le voyageur qui, de Londres, voulait se rendre en chemin de fer à la plage de Brighton, n'avait qu'une seule ligne à sa disposition, et il en est encore ainsi. L'assertion d'après laquelle le consommateur serait « à peu près désarmé » à l'égard du monopole d'Etat tombe à faux du simple fait que ce consommateur se voit pour ainsi dire *absolument* sans défense en face du monopole privé. La prétendue insuffisance du *contrôle parlementaire* sur les entreprises nationalisées consiste, somme toute, en ce que les rapports annuels y relatifs, ainsi que toutes les pièces à l'appui, sont imprimés, publiés et soumis à la Chambre basse, qui ouvre ses débats à leur sujet. Toutes les anomalies, réelles ou présumées, peuvent être évoquées au cours de tels débats. Mais si les conservateurs, bien qu'ils se soient préparés durant plusieurs mois en vue de ces débats, n'y ont articulé que des récriminations dénuées d'importance, sans présenter aucun argument sérieux, ce n'est pas la faute du système. S'ils avaient de bons arguments, ils ne s'en cacheraient pas.

La socialisation n'est pas un but en soi

Il serait prématuré, après une aussi brève période, alors que les choses sont en train d'évoluer, de prétendre carrément que l'expérience britannique sur la nationalisation *a fait ses preuves*, quoique le caractère permanent des réformes accomplies à ce jour ne puisse être mis sérieusement en doute par personne. Mais, *aujourd'hui déjà*, et comparativement aux expériences faites dans l'industrie privée, le secteur nationalisé a certainement donné la preuve de sa valeur. *L'industrie nationalisée travaille, dans la plupart des cas, mieux que l'économie privée, mais nulle part plus mal*. En dépit des énormes difficultés de l'après-guerre, la *capacité de rendement*

¹ A quel concurrent, par exemple, doit s'adresser le consommateur suisse, lorsqu'il n'est plus satisfait du prix, de la qualité ni du service de son fournisseur habituel?

et la *productivité* ont augmenté à peu près partout: dans l'aviation civile, le rendement du travail par employé, tonne et kilomètre, est maintenant de 45% plus élevé. Ainsi que des politiciens conservateurs l'avouent dans des moments d'inattention, la nationalisation des mines a *empêché de justesse une catastrophe* et elle a marqué le début d'une époque de nouveaux succès. La réunion de toute l'industrie minière en une seule main a permis de renforcer, selon un plan, la mécanisation des puits, de telle sorte que le rendement du travail des mineurs britanniques est plus élevé aujourd'hui qu'avant la guerre. Ce succès-là, qu'aucun autre pays européen n'a pu atteindre, fait espérer encore que les problèmes en suspens seront résolus petit à petit. Il est vrai que l'expert de Zurich a réussi à coucher sur le papier toute une série de remarques — d'ailleurs sans fondement — mais il a été incapable de faire *ne fût-ce qu'une seule proposition* qui soit conforme aux méthodes du capitalisme privé et permette d'embrasser les tâches de notre époque avec plus d'efficacité que par les méthodes de l'économie en commun, dont *Herbert Morrison* a ainsi défini le but:

La socialisation n'est pas un but en soi: c'est un moyen pour atteindre un but. Ce que le gouvernement cherche à garantir, c'est un meilleur service du public, une capacité de rendement accrue, une économie améliorée et, enfin, le bien-être et la dignité de tous les travailleurs.